

Allemagne 1933 : une faillite de la gauche ?

Thierry Feral

germaniste, directeur-fondateur
de la collection « Allemagne d'hier et d'aujourd'hui »
aux éditions L'Harmattan/Paris

*« Aux certitudes de l'historiographie installée,
aux inquiétudes d'une corporation soucieuse de défendre son territoire,
viennent parfois se mêler les réflexions de solitaires dont le diagnostic lucide est mal reçu
parce que aux antipodes des courants dominants
d'une profession satisfaite de ses présupposés et de ses acquis. »*

J. Boutier/D. Julia, « À quoi pensent les historiens ? »,
in *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'Histoire*, Paris, Autrement, 1995, p. 14.

Depuis la Noël 1932, grâce au soutien des milieux d'affaires et des grands propriétaires terriens, les perspectives de désignation d'Adolf Hitler comme nouveau chef du gouvernement se précisent¹. Les crises interminables de la République de Weimar, les atermoiements de ses dirigeants vis-à-vis du « Diktat » de Versailles, le chômage massif, ont usé les Allemands. En cette période où ils ne savent plus « à quel saint se vouer », l'intense propagande de la *NSDAP* a atteint son but : non contente de leur avoir fait redécouvrir le mythe éternel du « sauveur » sous l'habit neuf du *Führer*, elle a su faire de celui-ci l'incarnation du « réveil » (*Erwachen*) national et ériger ses promesses de vie nouvelle en une mystique. Or, comme le faisait alors remarquer Daniel Guérin, qui venait en août-septembre d'effectuer un voyage à pied à travers l'Allemagne², « à partir du moment où le fidèle croit, rien n'est plus facile que de jouer avec la vérité et la logique. Il n'y verra que du feu. Et si par hasard il ouvrait les yeux, on les lui refermerait avec cet argument suprême : c'est ainsi parce que le chef l'a dit ! » La croyance..., tel fut l'alpha et l'oméga du national-socialisme. « La raison vous aurait déconseillé de venir à moi, mais la foi vous l'a ordonné », clamera Hitler au Congrès de Nuremberg de septembre 1935. Victor Klemperer, l'éminent philologue de Dresde d'origine juive qui ne devra sa survie qu'au dévouement de son épouse aryenne, n'en croit pas ses oreilles³ : « Élu de la Providence », « Maître d'œuvre de la résurrection allemande », « Bâtitteur du Reich éternel », « Notre Messie », tels sont désormais les qualificatifs qui circulent de bouche en bouche pour parler de celui qui, jusqu'à une époque pas si lointaine, n'était toujours qu'un obscur agitateur. Quant à « la main qui refusera de le servir, voire se dressera contre lui, elle tombera en lambeaux ». Et Klemperer de conclure : « Ils ont été des millions à adopter le nazisme comme évangile parce qu'il se servait de la langue des Évangiles ».

30 janvier 1933 à midi : en vertu des prérogatives que lui accorde l'article 53 de la Constitution de Weimar⁴, le président Hindenburg nomme le grand-prêtre du Parti nazi chancelier du *Reich*. Le voilà donc qui entre dans l'arène historique, celui que le sociopsychanalyste Gérard Mendel a fort lucidement défini comme « le champion du combat de la Vie — d'une Vie cruelle et impitoyable — contre la Raison, l'homme-lige d'une „humanité selon nature ”, contre l'humanité selon la Raison et le Droit »⁵.

Mais que ressort-il de ceci, sinon que, loin d'avoir été la victime de Hitler, le peuple allemand a pour une large part contribué à matérialiser sa paranoïa ?⁶ « Si les Allemands furent aussi criminellement opprimés par la dictature nazie, témoignera le journaliste antifasciste en exil Alexander Abusch, ils ne furent tout de même pas attaqués en plein sommeil [...]. Les Allemands, même dans la démocratie weimarienne ligotée par la réaction⁷, eurent jusqu'au dernier moment des organisations populaires démocratiques puissantes et des possibilités suffisantes d'orientation politique. Et c'est de là que naît le reproche historique et justifié contre tous les Allemands qui, à cette époque, suivirent Hitler ou le laissèrent faire. La démocratie allemande pouvait être sauvée si elle avait su opposer à ses ennemis fascistes la force vivante du peuple »⁸.

Dès lors, comment ne pas concevoir que, si les événements ont tourné comme on le sait, cela fut dû à une faillite de la gauche allemande.

Examinons la question de plus près.

Le Parti social-démocrate (SPD)

Les dirigeants social-démocrates de la République de Weimar articulaient leur ligne politique sur une alliance avec le Centre catholique (*Zentrum*) et le Parti démocrate⁹ qui professaient des idées nationalistes modérées. Ils refusaient toute action commune avec le Parti communiste (*KPD*) et, pour s'opposer à lui, n'hésitaient à passer des compromis avec la droite la plus réactionnaire. C'est ainsi qu'une de leurs « astuces tactiques » (cf. Günter Grass, *Die Zeit*, 9 nov. 1966)¹⁰ les conduira en 1933 à tolérer que Hitler accède au pouvoir.

Pour éclairer ce positionnement, opérons un bref retour sur la trajectoire du Parti social-démocrate depuis le 9 novembre 1918, date à laquelle la première république allemande vit le jour en réponse à la peur d'une révolution de type communiste. « La plus grande partie de la nation redoutait instinctivement la bolchevisation » et c'est à ce titre que « rien ne fut changé au statut des classes dirigeantes » (Jacques Droz¹¹).

Parti de Kiel avec la mutinerie de la flotte de guerre, le mouvement révolutionnaire avait bientôt gagné la capitale du Reich et les grandes villes, contraignant l'Empereur Guillaume II à s'exiler en Hollande. Un peu partout des soviets de soldats et d'ouvriers imposaient leur pouvoir.

À Berlin, afin de contrer les Spartakistes qui exigeaient une « république socialiste allemande », le leader social-démocrate Philipp Scheidemann avait proclamé d'une fenêtre du *Reichstag* la « libre république allemande ». De son côté, le nouveau

chancelier *SPD* Friedrich Ebert et son ministre des affaires militaires, Gustav Noske, passaient un pacte avec le chef d'état-major des armées, le général Wilhelm Groener, afin de mettre un terme à l'agitation.

Le 15 janvier 1919, les troupes régulières, appuyées par des corps francs, noyèrent dans le sang l'insurrection spartakiste, assassinant lâchement Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Dans sa nouvelle *Le Pont Cornelius*¹², Stephan Hermlin a relaté comment Philipp Scheidemann justifia à l'époque cette élimination dans une allocution radiodiffusée : « On a qualifié de guerre fratricide les terribles événements que nous avons vécus ces derniers jours à Berlin. Je ne peux reconnaître à cette expression qu'une part de justesse. Les criminels et les pillards ne sont pas mes frères [...] Je regrette vraiment la mort de ces deux personnes mais, jour après jour, elles appelaient le peuple aux armes et le poussaient à renverser le gouvernement par la force [...]. Elles ont été elles-mêmes les victimes de la terreur sanglante qu'elles appliquaient [...]. Ces gens-là n'étaient plus depuis longtemps des social-démocrates car pour les social-démocrates les lois de la démocratie sont sacrées, ces lois contre lesquelles ils se sont rebellés. »

De la mi-janvier au 8 mai 1919, Gustav Noske fit procéder au nettoyage de tous les foyers révolutionnaires (bassin de la Ruhr, Brême, Munich¹³) : « Il faut bien que l'un d'entre nous joue le rôle du chien sanguinaire ».

Entre-temps, la Constituante qui s'était réunie à Weimar pour se soustraire à l'agitation berlinoise avait élu le 11 février Friedrich Ebert président de la République et Philipp Scheidemann, désigné comme chancelier, avait formé un gouvernement dit de « petite coalition républicaine » (*SPD*, Centre catholique, Parti démocrate).

On comprendra donc que le prolétariat allemand n'ait pas porté dans son cœur cette république dite « de Weimar » qui s'était faite au détriment de ses légitimes revendications et au prix du meurtre de ses principaux ténors.

Dans les années vingt, alors que la république s'orientait sans cesse plus à droite au point de n'être plus, avec l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence en 1925, qu'une « légende » (Emil Ludwig¹⁴), la *SPD* ne cessera de louvoyer, préférant laisser, sans se mouiller elle-même, les coudées franches à ceux en lesquels elle voyait un rempart efficace contre l'extrême gauche.

C'est en ce sens que Heinrich Mann s'autorisera à écrire en 1936¹⁵ : « En 1918 [...], quel ne fut pas l'étonnement des social-démocrates de se voir en possession du pouvoir. Que faire du pouvoir dans de telles circonstances ? Certainement rien de révolutionnaire. Dans l'esprit des social-démocrates, l'industrie était dans un tel état de délabrement à la fin de la guerre qu'il n'était pas question de socialiser. Ils considèrent comme un devoir prioritaire d'abattre le mouvement radical, justement parce que ces spartakistes et futurs communistes n'auraient pas manqué, eux, de socialiser. D'où la célèbre discorde entre les deux groupes socialistes. Dès cette époque, elle apparut irrémédiable et c'est elle qui a irrésistiblement conduit à la chute de la république. Toutefois ce qui motivait les social-démocrates dans leur conduite ne ressortissait nullement d'une quelconque soif du pouvoir mais simplement de leur angoisse petite-bourgeoise et de leur amour de l'ordre. S'ils avaient été plus clairvoyants dans leur exercice du pouvoir, ils auraient évidemment fait alliance avec

l'extrême gauche car ce qui menaçait à droite était bien pire. Par leurs coalitions, ils se firent politiquement les hommes de main des nationaux-socialistes, et ce constamment sous prétexte d'une gestion scrupuleuse des affaires de l'État. »

Pourquoi ce refus de la *SPD*, le plus puissant parti ouvrier occidental, et de son relais syndical, l'*ADGB (Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund)*, de se situer — comme le déplorait Heinrich Mann dans la suite de son texte — sur le terrain d'un réel défi démocratique et d'un authentique avenir socialiste de l'Allemagne ?

Plusieurs éléments convergents peuvent l'expliquer :

- La Social-démocratie allemande se voulait d'abord parti universel et non parti de classe ; pas question donc de privilégier le « rôle historique » de la classe ouvrière.
- Inspiré des thèses révisionnistes d'Eduard Bernstein, réconcilié avec Karl Kautsky dans une commune condamnation du léninisme, son programme était axé sur le réformisme.
- Rassemblant en son sein, notamment aux postes dirigeants, un nombre non négligeable de petits-bourgeois plus républicains que socialistes, sa pratique était axée sur une politique d'évolution.
- Opposée à toute idée de bouleversement structurel radical, elle se refusait à ôter le pouvoir économique au capital dès lors que celui-ci acceptait de travailler avec les instances syndicales.
- Enfin, comme l'avait noté William Shirer¹⁶, il ne fait pas de doute que « le spectre de ce qui s'était passé en Russie » un an plus tôt — les mencheviks balayés par les bolcheviks — préoccupait Ebert et les social-démocrates qui « ne tenaient pas à jouer les Kerenski allemands ».

Toujours est-il que les leaders *SPD*, en se figeant dans l'anticommunisme systématique, aboutirent à une ambiguïté idéologique qui les conduisit à choisir l'opportunisme et, à partir du 31 mars 1930, avec l'avènement de Heinrich Brüning (Centre catholique) à la chancellerie, à pratiquer « une opposition nuancée — politique de tolérance (*Tolerierungspolitik*) — face aux violences nazies » (Georges Castellan¹⁷). En février 1932, ils refuseront la proposition communiste de présenter un candidat commun aux présidentielles de mars et décideront de faire campagne pour la réélection du maréchal Hindenburg. Le 28 juin, alors que les nationaux-socialistes se faisaient de plus en plus agressifs et obtenaient la présidence de plusieurs Conseils régionaux (Oldenburg, Mecklenburg-Schwerin) et d'incontestables succès ailleurs, ils rejeteront l'offre communiste de constitution d'un « front populaire ».

Mais le plus troublant reste sans doute qu'ils n'aient même pas accepté le 22 juillet la proposition communiste de grève générale contre la destitution par la force, la veille, du président social-démocrate du Conseil régional de Prusse Otto Braun — un des leurs ! — et de son équipe par le nouveau chancelier Franz von Papen, entré en fonction le 1^{er} juin.

À vrai dire, l'attitude des dirigeants social-démocrates — qui, disons-le avec force, était loin d'être partagée par l'ensemble des militants — a non seulement relevé d'une fuite devant leur responsabilité historique avec pour effet de « renforcer la démoralisation des forces démocratiques » (Willy Brandt¹⁸) ; elle s'est aussi

étrangement apparentée à un suicide dont une des approches cliniques les plus lucides reste encore à l'heure actuelle la pièce d'Ödön von Horváth, *La Nuit italienne* (1931)¹⁹.

Le Parti communiste d'Allemagne (KPD)

La mort prématurée et voulue par la Social-démocratie de Karl Liebknecht (48 ans), et Rosa Luxemburg (49 ans) en janvier 1919, les emprisonnements et les exécutions de leaders prolétariens jusqu'en juin (Eugen Leviné à Munich), vont induire au sein des couches sociales les plus défavorisées une détestation massive des dirigeants de la République de Weimar.

En mars 1919, la fondation de la troisième Internationale (*Komintern*) par Lénine scelle l'alignement du Parti communiste d'Allemagne sur les bolcheviks russes et son passage d'un communisme démocratique²⁰ à un communisme bureaucratique.

De même que la *SPD* s'identifie étroitement avec la République de Weimar, la *KPD* va, elle, se définir maintenant par rapport à la ligne révolutionnaire définie par le *Komintern*.

On va de là assister à un déchirement du mouvement ouvrier allemand : pour les uns, la République constitue un indéniable progrès et il est indispensable de la soutenir ; pour les autres, il faut porter la révolution au sein de cette République qui a assassiné ceux qui incarnaient leurs espérances et trahi les idéaux du socialisme.

De l'antagonisme quasi irréductible entre *SPD* et *KPD* résultera une réduction significative des capacités d'action de la gauche sur le développement historique en Allemagne. Les forces réactionnaires ne manqueront pas d'en profiter.

Ainsi, il faut le dire tout net : si, comme il a été montré plus haut, les responsabilités de la *SPD* sont indéniables en ce qui concerne la réussite du nazisme, les erreurs de la *KPD* ne le sont pas moins.

Ce qui caractérise essentiellement le Parti communiste d'Allemagne sous la République de Weimar, ce sont ses querelles de dirigeants, ses scissions, ses exclusions, son extrême rigidité, son manque de réalisme, ses fautes tactiques.

Le 13 mars 1920 par exemple, lorsqu'éclate à Berlin le putsch d'extrême droite Kapp-Lüttwitz²¹, le Comité central sera dans un premier temps réticent à rejoindre la grève générale. Cette hésitation à défendre la République, cette « attitude sectaire », sera alors taxée par le secrétaire général du PC toujours en prison, Paul Levi, ancien spartakiste et ami de Rosa Luxemburg, de « banqueroute morale et politique »²². Suite à son courrier à la centrale berlinoise, le rôle de la *KPD* sera déterminant dans l'échec du putsch²³.

Fin mai 1923, dans la Ruhr occupée depuis janvier par la France et la Belgique, le sous-lieutenant et chef de corps franc Albert Leo Schlageter, 25 ans, est fusillé par l'armée française pour avoir saboté la ligne de chemin de fer Düsseldorf-Duisburg.

Membre du Parti nazi, il est immédiatement proclamé par Hitler « martyr du mouvement ». Or le 20 juin, devant le Comité exécutif du *Komintern*, Karl Radek appelle à honorer la mémoire de Schlageter en tant que héros d'un « socialisme national », tandis que Ruth Fischer conspuie « l'impérialisme français » à la solde des « capitalistes juifs ». Durant cette « campagne Schlageter », certaines sections de la *KPD* s'autorisent à associer sur leurs panneaux et affiches la croix gammée à la faucille et au marteau. Le Comité exécutif du *Komintern* y met un terme en juillet afin de préparer l'« Octobre allemand ».

Dans la perspective de l'« Octobre allemand », la *KPD* intensifie l'agitation et multiplie les grèves. Le 28 septembre, les ouvriers sont appelés à s'armer pour instaurer la dictature du prolétariat. En octobre, les gouvernements régionaux *SPD* de Saxe et Thuringe entrent en dissidence : ils s'allient avec les communistes et forment des centuries révolutionnaires. Mais très vite, l'armée intervient. L'affaire est promptement réglée du fait d'une mobilisation populaire quasi inexistante. Le Comité exécutif du *Komintern* décide alors d'annuler l'« Octobre allemand », mais suite à un problème de communication, la décision d'annulation ne parvient pas à la direction du PC de Hambourg qui déclenche l'insurrection le 24 octobre. Celle-ci ne mobilise que quelques centaines de militants et ne reçoit même pas le soutien des dockers pourtant en grève. Elle est rapidement matée par la police.

Cette politique maladroite se poursuit par la stalinisation de la *KPD* par Ernst Thälmann. D'une parcellisation extrême du Parti — dix tendances en mars 1927²⁴ —, on passe à un monolithisme axé sur la thèse du social-fascisme.

Lancée par Grigori Zinoviev en 1924²⁵ et systématisée par Staline, la thèse du social-fascisme sera radicalement officialisée par W. Knorin, représentant du *Komintern* pour l'Allemagne, qui écrira dans *Le Drapeau rouge* du 26 septembre 1931 : « On ne peut lutter contre le fascisme qu'en menant une lutte à mort contre la Social-démocratie »²⁶. Et en janvier 1932, une circulaire du Parti — consultable aux Archives d'État de Düsseldorf sous la cote 10657G — accusera la Social-démocratie d'être « organe et troupe auxiliaire du fascisme ». Ainsi, toute unité d'action entre la *KPD* et la *SPD* était d'emblée vouée à l'échec puisque, du point de vue communiste, la Social-démocratie était le sous-marin du fascisme.

Cela ira même si loin que l'on verra épisodiquement la *KPD* rejoindre l'extrême droite dans des actions isolées comme lors du référendum du 9 août 1931 destiné à destituer le gouvernement régional *SPD* de Prusse²⁷. La tentative échouera, militants et électeurs du PC ayant été majoritairement choqués que le Comité central ait pu appeler à voter pour un « projet de la droite la plus réactionnaire ».

En fait, tout avait commencé fin mars 1930 lorsque, suite au départ du chancelier Hermann Müller (*SPD*), Heinrich Brüning (Centre catholique) avait constitué un gouvernement de centre droit dont l'autorité reposait entièrement sur la confiance du président Hindenburg (*Präsidentialregierung*). Fort de l'article 48 de la Constitution weimarienne²⁸, le nouveau chancelier, accepté comme un moindre mal par la *SPD*, avait instauré « une dictature semi-parlementaire par décrets d'urgence »²⁹ qui faisait hurler la presse communiste à la « dictature fasciste tolérée par la *SPD* ». Alors, tant qu'à faire, plutôt que de subir un fascisme voilé et aliénateur, mieux valait encore le fascisme authentique d'un Hitler car, face à la brutalité ouverte de celui-ci, les

masses ne tarderaient pas à réagir et s'uniraient pour la révolution sous la conduite de la *KPD*.

Curieuse dialectique pour sûr, et de surcroît en parfaite contradiction avec l'enseignement léniniste qui rejetait la ligne ultragauchiste d'isolement du Parti et de non-composition avec les autres organisations de gauche si la situation historique l'exigeait ! Aveuglement même puisque, depuis le succès du Parti nazi aux élections parlementaires du 14 septembre 1930 et son influence sans cesse croissante dans les régions (Thuringe, Saxe, Brunswick, Brême, Dantzig), il devenait évident que seul un front oppositionnel très large pourrait lui damer le pion ! Mais ainsi avaient parlé Staline et le *Komintern* et, pour Thälmann, la soumission dogmatique excluait la moindre nuance, la moindre concession à la Social-démocratie et à ses alliés républicains.

Pas de front unitaire...

À l'automne 1931, après la rencontre entre Hindenburg et Hitler (10 octobre) et la constitution du « Front de Harzburg » (11 octobre) qui réunit toutes les formations ultraconservatrices et d'extrême droite afin de renverser le « système weimarien », des actions unitaires (manifestations, grèves) sont organisées par les sections de la *KPD* et de la *SPD* du *Land* de Brunswick contre la *NSDAP* qui contrôle le Conseil régional depuis le 14 septembre 1930 et qui, le 17 octobre, a tenu un rassemblement national en présence de Hitler au cours duquel trois ouvriers communistes ont été tués. L'initiative est simultanément condamnée le 19 par le Comité central du PC et la direction de la *SPD*. Tandis que Thälmann n'hésite pas à affirmer qu'« un gouvernement social-démocrate serait [...] pire qu'une dictature ouvertement fasciste », la presse socialiste qualifie la politique communiste de « canaillochevisme » (*Strolschewismus*) et crée le néologisme « Cozis » (*Kozis*) en référence à l'alliance des **communistes** avec les **nazis** lors du référendum du 9 août 1931 pour la destitution du gouvernement régional de Prusse.

Toutefois, un tournant s'amorce à partir du 31 mai 1932 où, dans la foulée de la démission de Brüning qui a refusé l'orientation plus à droite exigée de lui par le président Hindenburg (cessation des négociations syndicales, répression des actions revendicatrices, tolérance des organisations paramilitaires nazies), Franz von Papen, représentant de la tendance ultraconservatrice du Centre catholique³⁰, forme le « cabinet des barons »³¹.

Un simple regard sur la chronologie³² montre que si le nouveau gouvernement n'est pas avare de cadeaux envers une *NSDAP* qui ne cesse de renforcer ses positions et que la *SPD* est loin de se mobiliser contre³³, la *KPD* par contre s'affirme, quant à elle, comme le principal moteur d'un front unitaire antifasciste.

Lors du « Coup de force de Prusse » (20-21 juillet 1932) par lequel Franz von Papen destitue le gouvernement régional *SPD* de Prusse et s'autoproclame « Commissaire du *Reich* en Prusse » avec l'appui du commandant de la place de Berlin, le général Gerd von Rundstedt, la *KPD* propose à la direction de la *SPD* de déclencher la grève générale, comme cela avait été le cas lors du Putsch Kapp-Lüttwitz. Ceci témoigne

bien d'un changement d'orientation de la *KPD* puisque, un an auparavant, le 9 août 1931, elle combattait le gouvernement prussien aux côtés de l'extrême droite.

Or la *SPD* refuse et les efforts déployés les jours suivants par Thälmann qui rencontre vingt responsables social-démocrates n'aboutissent pas !

Les élections législatives du 31 juillet 1932 donnent 230 sièges à la *NSDAP*, désormais le plus puissant parti d'Allemagne. La *SPD* enregistre un léger recul (133) tandis que la *KPD* progresse (89). Hormis le Centre catholique qui n'enregistre pas d'érosion (76), les autres formations sont réduites à jouer un rôle de force d'appoint. Sachant que les 37 élus du Parti populiste national allemand (*DNVP*) viendront renforcer la *NSDAP* (« Front de Harzburg »), la question du front unitaire est plus que jamais d'actualité.

C'est en ce sens que le 30 août, pour la première session du nouveau *Reichstag* dont elle assure la présidence en tant que doyenne d'âge (75 ans), la communiste Clara Zetkin appelle à constituer un bloc parlementaire contre les nazis. Mais sa voix est noyée dans le tumulte des 230 députés nazis en chemise brune qui imposent Hermann Göring comme président. Les deux vice-présidents appartiennent au Centre catholique.

Le 12 septembre 1932, l'ensemble du *Reichstag* — à l'exception des élus *DNVP*³⁴ et de quelques autres — vote contre la politique conduite par Papen et ses « barons ». Le chancelier réplique par la dissolution et annonce que lui et son cabinet — second « coup de force » soutenu par Hindenburg — poursuivront leur travail sans tenir compte de la représentation nationale.

Des grèves éclatent un peu partout... Certes les communistes agissent généralement de concert avec les socialistes mais, début novembre, les voilà qui, une fois encore, se retrouvent côte à côte avec les nazis pour protester contre la décision de la mairie social-démocrate de Berlin de réduire de 2% les salaires des 24 000 employés des transports municipaux. La ville est paralysée pendant cinq jours. Refusée par la confédération syndicale *ADGB* d'obédience social-démocrate et déclarée illégale, la grève est sauvagement réprimée par la police (un millier d'arrestations, une dizaine de morts, une centaine de blessés graves).

Aux élections législatives du 6 novembre, le Parti nazi, victime en grande partie de l'abstentionnisme, enregistre un recul de 34 sièges. Toutefois, comme le relevait Georges Castellan³⁵, « il n'en reste pas moins le premier parti dans le pays comme au *Reichstag* ». Parallèlement, le PC a gagné 11 députés et progresse aussi aux régionales, ce qui provoque une vive inquiétude dans les milieux d'affaires qui font pression sur le président Hindenburg pour que Hitler accède à la chancellerie. Au terme de plusieurs tractations, celui-ci refuse de former le nouveau gouvernement aux conditions posées par Hindenburg. Grand est aussi l'émoi à la *SPD* qui a perdu 12 sièges.

Se heurtant à une opposition quasi générale, à bout de souffle, Papen suggère alors à Hindenburg d'instaurer une dictature militaire qui se heurte au refus du général-ministre de l'Armée, Kurt von Schleicher, sans l'appui duquel le projet est irréalisable.

« Le 17 novembre, brusquant les choses, Papen remit au Président la démission du cabinet » (G. Castellan³⁶).

Le 2 décembre, Schleicher succède à Papen comme chancelier et « Commissaire du Reich en Prusse » ; il conserve le ministère de l'Armée. Dans un discours radiodiffusé, il se déclare « ni capitaliste, ni socialiste » et promet de régler d'urgence la question des salaires et du chômage. Son projet est de constituer un cabinet articulé sur un large « axe syndical » (*Gewerkschaftsachse*). Dès le lendemain, il entreprend des négociations avec les syndicats et rencontre Gregor Strasser, représentant de la tendance social-révolutionnaire de la *NSDAP*, qui se déclare prêt à accepter la vice-chancellerie et le « Commissariat du Reich en Prusse ».

En réaction, et bien que Hitler ait à titre personnel rejeté toute participation au nouveau gouvernement, les milieux d'affaires cessent tout soutien à la *NSDAP*. La « crise Strasser », lequel est exclu du Parti avec ses partisans le 8 décembre, mais surtout les difficultés financières auxquelles elle est maintenant confrontée, plongent la *NSDAP* dans une situation, à en croire Goebbels dans son *Journal* du 10 décembre, « désespérante ».

Ernst Thälmann aurait-il donc fait fausse route lorsqu'il avait présagé à la Conférence fédérale du PC de Hambourg, le 5 décembre, que « le gouvernement Schleicher [serait] le dernier avant le gouvernement Hitler » ?

La suite des événements allait malheureusement lui donner raison.

En effet, inquiets de la progression communiste (de nombreux « strasseriens » passent au PC³⁷), lassés par la démagogie gauchisante de Schleicher qui, le 15, a promis dans un discours la diminution des impôts, la baisse des prix, la renégociation des conventions collectives, du travail pour tous et l'octroi de terres aux petits paysans, et rassurés par la fermeté du *Führer* à faire le ménage dans son parti, les milieux d'affaires vont décider de reprendre leurs financements et de pousser le président Hindenburg à s'entendre au plus vite avec le chef nazi pour ériger « un rempart contre le bolchevisme ».

Toutefois, force est d'avouer que dans la crise finale de la République de Weimar le PC fera preuve d'une désarmante absence de sens politique. Entraîné par le *Komintern*, Thälmann est alors plus centré sur la réalisation de la « parfaite unité » du Parti (cf. *Westfälischer Kämpfer*, Dortmund, 9 janv. 1933) que sur ce qui se trame au plus haut niveau : il épure ses rangs, condamnant les hérétiques qui se risquent à la critique et expulsant les « déviationnistes ». Ce que l'on veut, ce sont des « militants » staliniens, purs et sectaires.

Aussi la prophétie de Thälmann du 5 décembre à la Conférence fédérale de Hambourg doit-elle être comprise comme un parti pris dans la perspective de l'absurde théorie du social-fascisme que « le triomphe de Hitler représentera non pas une défaite mais une victoire pour la classe ouvrière allemande »³⁸. Quand le peuple aura touché le fond de l'amertume et du dégoût avec le pouvoir nazi, il prendra conscience que ce n'est qu'en se rassemblant autour du PC et en obéissant à ses ordres qu'il pourra remonter la pente...

Chronologie d'un désastre

Le 4 janvier 1933 a lieu une longue rencontre entre Hitler et Papen au domicile du banquier Kurt von Schröder à Cologne ; ce dernier assure depuis le 11 décembre 1931 la liaison entre le Parti nazi et le grand capital.

Il en ressort un projet de « gouvernement de concentration nationale » (*Regierung der nationalen Konzentration*) basé sur l'alliance de Harzburg entre la *NSDAP* et la *DNVP*.

Le 7 janvier, Papen présente le projet de « gouvernement de concentration nationale » aux milieux d'affaires : l'accueil est enthousiaste et dès lors l'argent va affluer dans les caisses de la *NSDAP* (cf. *Journal* de Goebbels, 16 janv. 1933).

Le 9 janvier, Papen soumet le projet au président Hindenburg ; harcelé par les magnats de l'industrie lourde et la haute finance³⁹, celui-ci donne son accord de principe.

Le 17 janvier, le *Führer* se consulte avec le président de la *DNVP*, Alfred Hugenberg, pour décider de la répartition des postes ministériels.

Le 21 janvier, le chancelier Schleicher souhaite composer avec Hitler et Papen qui refusent toute discussion.

Le 22 janvier, Oskar von Hindenburg et Otto Meißner, respectivement fils et secrétaire particulier du président Hindenburg, rencontrent Hitler et Papen au domicile berlinois du riche Joachim von Ribbentrop, membre de la *NSDAP* depuis 1932 et conseiller du *Führer* pour les questions internationales ; les deux hommes s'engagent à faire pression sur le président pour accélérer la nomination de Hitler à la chancellerie.

Le 23 janvier, le chancelier Schleicher, informé de la rencontre, réclame du président Hindenburg la dissolution du *Reichstag* et l'instauration de l'état de siège ; Hindenburg, qui en veut à Schleicher depuis l'affaire de l'*Osthilfe*⁴⁰, refuse.

Le 27 janvier, bien qu'assailli de toutes parts (ses proches, les grands propriétaires terriens, les représentants des milieux d'affaires), le président Hindenburg hésite encore à nommer Hitler chancelier.

Le 28 janvier, le chancelier Schleicher démissionne suite au refus du président Hindenburg de dissoudre le *Reichstag* et de lui accorder les pleins pouvoirs. |

Le 29 janvier, au terme de douze jours de tractations, les nazis acceptent de se contenter de la chancellerie (Hitler), de l'Intérieur (Frick) et des Transports aériens (Göring). Les autres ministères sont confiés à des proches de Papen qui sera vice-chancelier⁴¹. Dans la soirée, après que Göring lui ait donné sa parole d'officier⁴² que Hitler respecterait la Constitution, le président Hindenburg entérine le « gouvernement de concentration nationale ».

Le 30 janvier à midi, le président Hindenburg nomme Hitler chancelier du *Reich*. À 17 heures, celui-ci réunit ses ministres ; il propose d'entamer des pourparlers avec le Centre catholique et de dissoudre le *Reichstag* s'il refuse de soutenir le nouveau gouvernement. Durant toute la nuit, après une immense retraite aux flambeaux à Berlin pour fêter la victoire, la SA fait partout régner la violence contre les opposants.

Le 1^{er} février, suite à l'échec la veille de la consultation gouvernementale avec le Centre catholique, Hitler obtient la dissolution du *Reichstag* du président Hindenburg. Les élections législatives sont fixées au 5 mars. Afin d'obtenir les deux tiers des voix pour modifier la Constitution, les nazis ne vont pas hésiter à éliminer dans l'intervalle ceux qui, communistes en tête, pourraient leur faire obstacle.

Toutefois, à ce moment précis, les choses auraient encore pu changer...

La « saignée » de février 1933

Dans un article du 11 août 1932, *L'Observateur racial-populaire (Völkischer Beobachter)*, organe central du Parti nazi, avait expliqué que, en cas d'accession au pouvoir, il conviendrait d'emprisonner séance tenante tous les responsables communistes et opposants. Depuis, le PC avait eu à de multiples reprises l'occasion de vérifier que ce n'était pas là que vantardise et le rassemblement massif de la SA, le 22 janvier 1933, devant le siège du Comité central, le *Karl-Liebknecht-Haus*, comme les exactions commises par les « bataillons bruns » au cours de la nuit du 30 au 31 janvier dans les districts ouvriers, en ont fourni la démonstration la plus récente.

À la nouvelle de la nomination de Hitler à la chancellerie, Thälmann adresse un message à la direction du Parti social-démocrate et à son relais syndical confédéral, l'*ADGB* : face cette « déclaration de guerre la plus brutale et la plus hostile envers les classes laborieuses », il faut immédiatement déclencher la grève générale !

Or, la proposition de Thälmann se brise sur le louvoyage de la *SPD* : alors que dans l'édition du matin du *Vorwärts* du 31 janvier, elle a demandé aux forces démocratiques de s'unir contre le nouveau régime, ne la voilà-t-il pas qui, le soir même, déclare par la voix de Rudolf Breitscheid⁴³ que tant que Hitler ne violera pas la Constitution, il sera parfaitement tolérable... Quant à Otto Wels, son président qui le 23 mars bravera Hitler à la Chambre en s'opposant à la « Loi d'habilitation »⁴⁴, il exhorte le lendemain, après que le *Reichstag* ait été dissous par le nouveau chancelier, à ne pas s'engager inconsidérément et à attendre les nouvelles élections législatives fixées au 5 mars.

Calquant son attitude sur le Parti social-démocrate, l'Union générale des syndicats allemands, la très puissante *ADGB*, prône, elle aussi, l'attentisme et la passivité ; sermonnant ses troupes pour qu'elles gardent la tête froide, elle taxe les actions communistes d'«aventurisme ».

Le 7 février à Berlin, un meeting sous l'égide de la *SPD* rassemble plus de 100 000 participants. Toutefois pas question que le PC y fasse entendre sa voix : le service

d'ordre empêche le représentant de la section communiste de Berlin-Brandebourg de prendre la parole, ce dont s'offusquent nombre de militants et sympathisants socialistes.

Dans la soirée, Comité central du PC se réunit clandestinement à la Maison des Sports de Ziegenhals, près de Niederlehme au Sud-est de Berlin. Faisant abstraction des récents événements, Thälmann appelle le Parti à agir de concert avec tous les antifascistes afin de « développer les formes les plus variées de résistance au régime hitlérien »⁴⁵.

Dans les jours qui suivent, des manifestations réclamant la destitution du cabinet Hitler se déroulent dans la plupart des villes industrielles, minières et portuaires. À Kassel, la sonorisation est sabotée pendant un discours de Goebbels ; le 15 février, à Stuttgart, les câbles servant à la radiodiffusion d'une intervention du *Führer* sont sectionnés ; le 23, le leader communiste historique Wilhelm Pieck, ancien spartakiste et cofondateur du Parti, parvient à remplir le Palais des Sports de Berlin...

Mais face à cette riposte, la direction du Parti social-démocrate a déjà pris ses distances.

À Hambourg et à Dortmund, les préfets de police et membres de la *SPD* Adolf Schönfelder et Karl Zörgiebel — qui avait interdit et réprimé la manifestation ouvrière du 1^{er} mai 1929 à Berlin — font procéder à des arrestations en masse de communistes sous prétexte que descendre dans la rue trouble l'ordre public. Même scénario à Stettin, malgré les véhémentes protestations de militants *SPD* désarçonnés par une telle ambiguïté.

Poursuite, en dépit de l'extrême gravité de la situation, de la politique de tolérance et d'attentisme qui a déjà conduit la Social-démocratie à soutenir Hindenburg et ses cabinets successifs ? Ou espoir de se débarrasser une fois encore du concurrent communiste pour constituer, dans la perspective des législatives du 5 mars, la seule alternative « démocratique » face à Hitler, le brève intermède du « gouvernement de concentration nationale » n'ayant alors été qu'un instrument de purge « sur la gauche » ainsi que le suggèrera Göring le 23 mars au *Reichstag* ? Répondant à Otto Wels qui évoque les camps de concentration⁴⁶, Göring s'écrie : « À vous (i.e. la *SPD*, T.F.), il n'est rien arrivé [...]. Par contre à l'époque où certains députés ont été mis en détention préventive⁴⁷, vous m'avez remercié de les avoir envoyés en détention préventive »⁴⁸. « À l'époque », c'est l'incendie du *Reichstag* (nuit du 27 au 28 février 1933), lequel a servi de prétexte à la traque du PC quatre jours après l'occupation par les nazis de la « Maison Karl Liebknecht », et cela sans la moindre réaction de la *SPD*.

À la lumière des faits évoqués, on ne voit guère en quoi il serait abusif de prétendre que, conformément à leur tradition d'anticommunisme, les dirigeants de la *SPD* ont adopté une position qui a largement profité largement à Hitler. Secrétaire de l'antenne occidentale du *Komintern* arrêté le 9 mars 1933 pour complicité dans l'incendie du *Reichstag* et relaxé le 23 décembre « faute de preuves » par la Cour suprême de Leipzig, Georg[i] Dimitrov, écrira à ce propos : « La classe dominante [est] soutenue par la politique de la social-démocratie qui prétend elle aussi vouloir le socialisme mais qui, dans tous les moments décisifs, se range fondamentalement du

côté de l'idéologie bourgeoise et s'oppose par sa pratique au front de la classe ouvrière révolutionnaire »⁴⁹.

Néanmoins, des socialistes, essentiellement des jeunes sans considération étroite d'appartenance tels Fritz Erler et Herbert Frahm (i.e. Willy Brandt)⁵⁰, entrèrent dès le début en lutte contre la « terreur brune », mais aussi des membres du Centre catholique comme Eugen Bolz dont les incitations publiques à la révolte sont restées célèbres et même du Parti démocrate comme Wilhelm Külz, le maire de Dresde qui faisait arracher systématiquement par les employés municipaux les affiches nazies des murs de sa ville et qui protesta directement auprès du président Hindenburg contre la « politique terroriste » engagée par Hitler.

Ils seront ainsi un certain nombre à former avec les communistes les premiers noyaux de résistance antihitlérienne⁵¹ jusqu'à ce que, à partir du 28 février où, dans la foulée de l'incendie du *Reichstag*, le président Hindenburg signera l'« Ordonnance en vue de la protection du peuple et de l'État »⁵², la « saignée contre la terreur rouge » (Hitler) — pratiquée en grande partie grâce aux listes noires établies par la police de Weimar — rende impossible la constitution d'un mouvement de masse et scelle pour douze années le sort de l'Allemagne.

Questions

Il n'est pas illégitime aujourd'hui de se demander à la suite de Bertolt Brecht si l'établissement du régime hitlérien était « résistible »⁵³ et si « la grève générale contre le règne de la terreur fasciste » à laquelle Thälmann avait appelé la *SPD* et *l'ADGB* aurait changé le cours de l'histoire. Sans se lancer dans l'uchronie, on peut oser le commentaire suivant :

En 1923, faisant le bilan du putsch Kapp-Lüttwitz, le polémiste de droite Kurt Anker écrivait dans un ouvrage intitulé *Notre heure viendra*⁵⁴ que seul pourrait imposer un jour une nouvelle politique à l'Allemagne celui qui, par sa personnalité et son renom, saurait s'attirer l'adhésion des masses populaires et éviter la grève générale. Dans la perspective d'Anker, le 30 janvier 1933 constitue donc pour le *Führer* un test décisif : certes il possède un maximum d'atouts, mais encore reste-t-il à éviter la grève générale... Dans cette perspective, la position de la *SPD* et de *l'ADGB* vis-à-vis de la proposition communiste était un véritable cadeau ainsi que le confirmera le 15 juillet 1954 un arbitrage du tribunal de Tübingen. Cet arbitrage concernait la réhabilitation de 92 « activistes » de la petite ville de Mössingen au Sud de Stuttgart qui, « ignorant la paralysie des luttes fratricides »⁵⁵ entre *SPD* et *KPD*, avaient, dès l'annonce de la nomination de Hitler à la chancellerie, déclenché la grève sans se poser la question de savoir s'il fallait « attendre qu'il viole la Constitution pour agir ». 800 personnes s'étaient alors retrouvées dans la rue ; toutefois, restant un cas isolé, la police venue de Reutlingen avait eu tôt fait d'appréhender les meneurs qui avaient été aussitôt condamnés. Au terme des débats, la cour non seulement décida la réhabilitation mais statua : « Si l'incitation à la grève générale avait été suivie partout, cette mesure aurait été parfaitement adaptée pour [...] forcer le gouvernement Hitler à se retirer ». Ainsi, le 30 janvier 1933, l'histoire a donné raison à Anker. Le non-déclenchement de la grève générale va permettre à la dictature nazie de s'organiser

pas à pas⁵⁶... Or, comme le soulignera le sociopsychanalyste Gérard Mendel⁵⁷, « c'est le propre d'une dictature moderne une fois mise en place qu'elle ne puisse guère être renversée de l'intérieur si elle se donne les moyens policiers de son maintien. Hitler au pouvoir devenait à peu près inexpugnable. Rappelons que la tradition luthérienne, toujours vivace, légitimait le pouvoir, n'importe quel pouvoir, comme voulu par Dieu ».

L'autre question qu'il n'est pas superflu de soulever, c'est si, par rapport au contexte que nous avons précédemment décrit, il convient — dans le sillage de nombre de commentateurs — de faire grief au Parti communiste d'Allemagne de sa défiance et de son sectarisme vis-à-vis de la *SPD*, attitude qui ne se modifiera qu'à partir de l'été 1934 pour aboutir à une « résolution pour la création du front uni des masses laborieuses contre la dictature hitlérienne »⁵⁸. Forte d'environ 5 500 000 membres si l'on tient compte des syndicats et organisations qui lui étaient affiliés⁵⁹, la *SPD* a d'évidence failli à sa mission historique en voulant à tout prix rester sur le terrain d'une Constitution qui pour les nazis n'existait de toute façon pas⁶⁰. C'est ce que relèveront alors tant Georg Ledebour, le vétéran de plus de 80 ans, que les dissidents Erwin Schoettle du groupe *Nouveau départ (Neu Beginnen)* et Willy Brandt, cofondateur de la *SAP* (Parti socialiste ouvrier)⁶¹. Condamnée par le Comité exécutif de l'Internationale socialiste qui, en février 1933 avait recommandé d'agir en liaison avec l'Internationale communiste, la *SPD* connaîtra bientôt une scission entre ceux qui, le 17 mai approuveront encore au Parlement la politique extérieure de Hitler, et ceux qui, le même jour, fonderont à Prague le Parti social-démocrate d'Allemagne en exil (*Sopade*). Le 19 juin, les premiers, conduits par Paul Löbe, se désolidariseront publiquement de leurs camarades en exil et se déclareront prêts à coopérer avec le « gouvernement de concentration nationale » sur le mode de la « critique constructive ». Trois jours plus tard, le 22 juin, Löbe était interné en camp de concentration et la *SPD* interdite. Durant toute la durée du troisième *Reich*, le Parti social-démocrate d'Allemagne en exil sera clivé entre partisans de l'alliance avec le PC (ligne Grotewohl⁶²) et opposants à une telle alliance (ligne Ollenhauer/Hoegner⁶³). Le divorce sera consommé en 1945 entre « Soviétistes » (future RDA)⁶⁴ et « Atlantistes » (future RFA)⁶⁵.

Et les intellectuels ?

La République de Weimar n'a pas manqué de personnalités célèbres mettant leurs contemporains en garde contre l'extrême droite et les tentations de « régénérer » le pays par une « solution fasciste ».

Entre 1919 et 1933, nombres d'écrivains et artistes — dont on retrouvera les noms sur les listes noires dressées par les nazis⁶⁶ — n'avaient cessé de se mobiliser pour dénoncer un engrenage dont ils avaient conscience qu'il aboutirait à la négation des valeurs humaines et à la barbarie, à un système où, pour reprendre les vers d'Aragon⁶⁷, l'homme serait

*« Floué, roué, troué, meurtri,
Avec le mépris pour patrie,
Marqué comme un bétail et comme
Un bétail à la boucherie. »*



Dénonciation de l'extrême droite par les peintres George Grosz et Otto Dix

Dans la soirée du 30 janvier 1933, tandis que les cohortes de la SA envahissent la rue pour fêter la nomination du *Führer* à la chancellerie, tous ces écrivains et artistes, sans considération d'origine ni d'appartenance politique, tombent d'accord pour lancer, à l'instigation de Heinrich Mann et de l'admirable plasticienne/graphiste Käthe Kollwitz, un appel à la grève générale.

Mais la *SPD* s'en tient à sa conception que « la grève générale en un tel moment ne signifierait qu'un gaspillage inconsidéré des munitions de la classe ouvrière » (cf. *Vorwärts* du 31 janvier 1933, édition du soir). Quant au Comité central du PC, peu disposé à entendre des gens qui portent en eux la tare d'être des intellectuels et non des ouvriers, il rejette dans un premier temps l'appel comme « une manœuvre de confusion » (cf. *Echo im Westen* 8/1933, Archives d'État de Düsseldorf, 30 658 G).

Pour autant, et malgré l'exclusion de mauvais augure, le 15 février, de Heinrich Mann et Käthe Kollwitz de l'Académie prussienne des arts — exclusion approuvée par l'ensemble de la presse comme un « avertissement aux représentants de l'esprit antiallemand »⁶⁸ —, les intellectuels progressistes ne se résignent pas. Le 19, rejoints par de nombreux scientifiques, ils sont près d'un millier à se retrouver à l'Opéra Kroll de Berlin à l'initiative du Comité d'action « Libre parole » (*Das freie Wort*). À la tribune siègent l'avocat/journaliste Rudolf Olden, le pacifiste Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann et Käthe Kollwitz... Une motion pour la « création d'un front uni antifasciste » est adoptée à l'unanimité.

Dans un message adressé aux manifestants, Thomas Mann⁶⁹ affirme son attachement aux valeurs républicaines et sa conviction qu'en de telles circonstances « l'intellectuel d'origine bourgeoise doit se ranger du côté des travailleurs et de la démocratie sociale ».

Quelques jours plus tard, lors de la dernière réunion légale de la section berlinoise de l'Association pour la protection des écrivains allemands (*SDS*), le directeur de la remarquable revue hebdomadaire politico-économico-artistique *Die Weltbühne*, Carl von Ossietzky, proclame⁷⁰ : « Je n'appartiens à aucun parti. J'ai mené la lutte sur tous les fronts, plus contre la droite, mais aussi contre la gauche. Nous devons cependant être aujourd'hui conscients que nos alliés se trouvent à gauche ».

De telles prises de position prouvent qu'il convient de nuancer le jugement de ceux qui — par insuffisance de connaissances et sous l'influence du titre emblématique de Julien Benda, *La Trahison des clercs* (1927), dont ils n'ont souvent pas lu la moindre ligne⁷¹ — prétendent que l'intelligentsia allemande se serait agenouillée devant Hitler.

Quiconque a pris la peine de lire Klaus Mann (*Le Volcan, Le Tournant*) sait que, même si des auteurs et artistes de renom tels son beau-frère, l'acteur Gustav Gründgens⁷², le poète expressionniste Gottfried Benn, le dramaturge Gerhart Hauptmann, le compositeur Richard Strauss, le chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler, etc...⁷³, ont « vendu leur âme au diable », la grande majorité d'entre eux sut résister à la contagion. Une simple consultation du catalogue établi à ce sujet par Günther Weisenborn⁷⁴ en 1953 confirme ce diagnostic.

Il est toutefois vrai que si les intellectuels progressistes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour renverser le cours des événements, l'efficacité de leur engagement fut plus que relative du fait que rien n'était réalisable sans une modification objective de la situation historique, à savoir sans une mobilisation de masse unitairement impulsée et structurée par les partis de gauche, les syndicats, et l'ensemble des forces démocratiques.

Là encore, c'est l'incendie du *Reichstag* qui va servir de prétexte pour se débarrasser de l'intelligentsia progressiste. Le 28 février, Ossietzky est envoyé en camp de concentration et en mourra en 1938, après que lui eût été attribué en novembre 1936 le Prix Nobel de la Paix 1935⁷⁵. La Ligue des écrivains révolutionnaires prolétariens (*BPRS*), forte d'environ 500 membres, est interdite ; certains sont internés en camp comme Willy Bredel⁷⁶, d'autres plongent dans la clandestinité et continueront la lutte jusqu'en 1935 dans le petit journal illégal *Stich und Hieb* coordonné par Jan Petersen⁷⁷ qui collabore également au mensuel *Neue Deutsche Blätter* édité à Prague par Anna Seghers et Wieland Herzfelde ; les artistes Hans et Lea Grundig, Fritz Cremer, Kurt Schumacher fournissent les illustrations ou réalisent des affiches qui sont placardées de nuit dans les grandes villes. De fait, dans un pays où les moyens de communication de masse ont été confisqués par le pouvoir, la contre-information est une tâche primordiale.

La lutte se poursuit même dans une certaine mesure au sein des camps, ainsi à Börgermoor, non loin de la frontière hollandaise, où durant l'été 1933 l'acteur et

metteur en scène Wolfgang Langhoff compose sur une musique de Rudi Goguel *Le Chant des marais (Die Moorsoldaten)* qui deviendra l'hymne des déportés⁷⁸.

Cependant, c'est surtout dans l'exil que se manifesterait avec le plus d'éclat la « protestation palpitante de l'âme allemande » (L. Aragon) contre la dictature nazie. C'est là un chapitre certes de l'histoire allemande, mais aussi de l'histoire de France, de l'Europe et bien au-delà, que nul ne devrait ignorer⁷⁹. Car le connaître contribuerait à coup sûr à passablement estomper le quantum d'affect qui prévaut toujours dans l'Hexagone lorsqu'est évoquée l'Allemagne⁸⁰. On découvrirait alors des réalités incompatibles avec le manichéisme coutumier de ce que l'on prétend être « la mémoire »⁸¹.

De fait, combien sont-ils de nos compatriotes à savoir, alors même qu'ils le portent au pinacle, que « l'indigné » Stéphane Hessel fut justement un héritier de cet exil qui — dans une large mesure — se refusa à s'enfermer dans une quelconque *doxa* pour privilégier l'action unitaire⁸² ?

Concernant ce dernier point, discussions et polémiques sont loin d'être closes et il en sera ainsi tant que la recherche n'aura pas fait table rase des a priori politiques⁸³. D'autant que, comme l'avait spécifié Alfred Kantorowicz, lui-même un ancien exilé : « La diversité de la littérature d'exil rend difficile toute description reposant sur des jugements de valeur »⁸⁴.

Notes et références

1. Cf., T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, L'Harmattan, 2010, pp. 161-172.
2. Voir D. Guérin, *La Peste brune*, Maspero, 1965, ainsi que *Fascisme et grand capital*, *ibid.*
3. Cf., V. Klemperer, *LTI – Die unbewältigte Sprache*, DTV, 1969, pp. 118-123.
4. Cf. D. Kakies (éd.), *Deutsche Verfassungen*, Goldmann, 1965, p. 87.
5. G. Mendel, *La Révolte contre le père*, Payot, 1968, p. 265.
6. Voir T. Feral, « Pourquoi Adolf Hitler ? Enquête sur l'irruption de la paranoïa dans l'Histoire », in H.A. Amar *et al.*, *Penser le nazisme*, L'Harmattan, 2007.
7. On en trouve confirmation dès 1945 sous la plume de Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, chap. V, PUF, et ultérieurement par Georges Castellan, *L'Allemagne de Weimar*, Colin, 1969 et J.-M. Argelès - G. Badia, « République de Weimar » in *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. I, Messidor/Éditions sociales, 1987.
8. A. Abusch, *Der Irrweg einer Nation*, Aufbau Verlag, 1949.
9. *Deutsche Demokratische Partei (DDP)* qui, suite à sa fusion le 11 juillet 1930 avec l'Ordre jeune Allemagne (*Jungdeutscher Orden*), était devenu le Parti allemand d'État (*Deutsche Staatspartei = DSP*).
10. Repris dans G. Grass, *Évidences politiques*, Seuil, 1969, p. 123. Rappelons que, avant de soutenir publiquement Willy Brandt en 1969, l'écrivain était un critique acerbe de la Social-démocratie.
11. J. Droz, *Histoire de l'Allemagne*, PUF, 1945, p. 93.
12. In S. Hermlin, *Dans un monde de ténèbres*, Presses d'aujourd'hui, 1982, pp. 237-245.
13. Cf. T. Feral, *Le « nazisme en dates »*, L'Harmattan, 2010. Pour le détail sur les événements à Munich, voir le très précieux Hansjörg Viesel, *Literaten an der Wand*, Büchergilde Gutenberg, 1980, pp. 25-62.
14. E. Ludwig, *Hindenburg oder die Sage von der deutschen Republik*, Amsterdam, 1935.
15. Cit. in *Faschismus*, Elefant Press, 1976, annexes, pp. XIV-XV.
16. W. Shirer, *Le Troisième Reich des origines à la chute*, Livre de poche historique, 1966, T. 1, p. 75.
17. G. Castellan, *L'Allemagne de Weimar*, Colin, 1969, p. 88.
18. W. Brandt, « témoignage », in G. Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Pygmalion, 1980, p. 234.

19. Voir T. Feral, « Lumières sur la *Nuit italienne* d'Ödön von Horváth », in *La Mémoire féconde*, L'Harmattan, 2003.
20. Déjà en 1918, dans la brochure *La Révolution russe, une étude critique*, Rosa Luxemburg s'en prenait à la terreur et à la politique de dictature des bolcheviks.
21. Voir T. Feral, *Le National-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 55-56.
22. P. Levi, Lettre au Comité central, in *Die Kommunistische Internationale*, 12/1920, p. 147 sq.
23. Cf. E. Könnemann, H.-J. Krusch, *Aktionseinheit contra Kapp-Putsch*, Berlin, Dietz, 1972 ; remarquablement documenté et présentant une riche iconographie, cet ouvrage de 576 pages livre toutefois des interprétations tendancieuses très « RDA ».
24. Voir H. Weber, postface à O.K. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Paris, Maspero, 1972, pp. 311-312.
25. Proche collaborateur de Lénine, Zinoviev était membre du bureau politique du Parti et dirigeait le Comité exécutif du *Komintern*. En 1926, il se rallia à Trotski dans son opposition à Staline.
26. Cit. par H. Weber, postface à O.K. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, op. cit., p. 318. Le *Drapeau rouge* (*Rote Fahne*) était l'organe central du Parti communiste d'Allemagne.
27. Le projet de référendum pour la destitution du gouvernement régional de Prusse, dirigé par le tandem social-démocrate Otto Braun et Carl Severing (Intérieur) avec l'appui du Centre catholique (*Zentrum*), avait été réclamé le 22 avril 1931 par le « Casque d'acier » (*Stahlhelm*) soutenu par le Parti nazi (*NSDAP*), le Parti populiste national-allemand (*DNVP*) et le Parti populaire allemand (*DVP*).
28. « En cas de troubles majeurs ou de mise en danger majeure de la sécurité et de l'ordre publics, le président du *Reich* est habilité à prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la sécurité et de l'ordre publics, et si nécessaire, à intervenir à l'aide de la force armée. »
29. Cf. O.K. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, op. cit., p. 199 sq.
30. Papen est immédiatement exclu du parti pour « trahison » envers Brüning.
31. Sept ministres appartiennent à la noblesse, deux viennent de la grande industrie ; la Justice est confiée à Franz Gürtner qui conservera son poste sous Hitler ; le général Kurt von Schleicher est en charge de l'Armée.
32. T. Feral, T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, L'Harmattan, 2010, pp.148-153.
33. Souvenons-nous que c'est le préfet de police SPD Otto Eggerstedt, qui autorisa les SA/SS à défilé le dimanche 17 juillet à travers le « quartier rouge » de Hambourg (cf. L. Schirmann, *L'Affaire du « dimanche sanglant d'Altona »*, Paris, L'Harmattan, 1997) et que le même jour, la direction de la SPD (Otto Wels et Rudolf Breitscheid) adressa un télégramme au président Hindenburg pour qu'il fasse interdire les manifestations du « Front d'airain » (*Eisene Front*) qui regroupait depuis décembre 1931 autour de Carlo Mierendorff de jeunes activistes d'obédience social-démocrate soucieux de résister à la montée des nazis.
34. Ce qui leur vaudra durant plus d'un mois de subir de multiples actions d'intimidation des nazis.
35. G. Castellan, *L'Allemagne de Weimar*, Colin, 1969, p. 393.
36. *Ibid.*
37. L'ex-chancelier von Papen s'en inquiète très officiellement le 10 décembre et surtout le 16 décembre lors de sa rencontre à Berlin avec les membres du *Herrenklub*, cercle ultraconservateur animé par le baron Heinrich von Gleichen-Rußwurm et réunissant environ 500 hauts fonctionnaires, officiers, politiciens, représentants de la noblesse terrienne et du grand capital. C'est à l'issue de cette réunion que Papen a proposé au banquier de Cologne Kurt von Schröder une entrevue avec Hitler qui sera fixée au 4 janvier 1933.
38. W. Kolbenhoff, *Les Sous-Hommes*, Paris, L'Harmattan, 2000, annexe 1, p. 216. Sur Kolbenhoff, voir T. Feral, « À la mémoire de Walter Kolbenhoff », Association Amoureux d'Art en Auvergne, Clermont-Ferrand, 2013, www.quatre.com
39. Cf. J.-M. Argelès - G. Badia, « République de Weimar » in *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. I, Messidor/Éditions sociales, 1987, pp. 244-245. En octobre 1945, le *Rapport Kilgore*, élaboré par une commission sénatoriale américaine, confirmera : « C'est grâce à l'appui de l'industrie lourde et de la haute finance allemandes que les nationaux-socialistes ont pu prendre le pouvoir ». Le philosophe et sociologue de l'École de Francfort, Max Horkheimer, déclarera pour sa part : « Quiconque veut parler du fascisme n'a pas le droit de passer le capitalisme sous silence ».
40. Le 31 mars 1931, un décret-loi avait décidé de l'attribution de subventions aux paysans des provinces orientales (*Osthilfe-Gesetz*) ; or celles-ci avaient essentiellement profité aux grands propriétaires ; le 4 janvier 1933 au *Reichstag*, la SPD et la KPD avaient obtenu la constitution d'une commission d'enquête sur la répartition des aides ; le président Hindenburg avait alors reproché au

chancelier Schleicher de ne pas s'y être opposé et avait exigé qu'il légalise immédiatement les attributions effectuées, d'autant que son fils Oskar était mouillé dans l'affaire.

41. Cf. T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, L'Harmattan, 2010, pp. 170-171.

42. Durant la Première Guerre mondiale, Hermann Göring avait été le dernier commandant de la prestigieuse escadrille Richthofen ; il était titulaire de l'« Ordre pour le mérite » (*Orden Pour le Mérite*), la plus haute décoration militaire, créée en 1842 par le roi de Prusse.

43. Bientôt réfugié à Paris puis ultérieurement à Marseille, Breitscheid déploiera une énergie constante dans la lutte antifasciste avant d'être livré à la Gestapo par la police vichyste.

44. *Ermächtigungsgesetz* ; cette loi abrogeait *de facto* la Constitution weimarienne et donnait tout pouvoir à Hitler pour légiférer à sa guise ; texte complet in T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, L'Harmattan, 2010, p. 180.

45. Voir T. Feral, « L'attitude du Parti communiste d'Allemagne en 1933 », in *Le Défi de la mémoire*, Mazet-St-Voy, Tarmeye, 1991, pp. 31-42.

46. Il s'agissait encore de « camps de concentration sauvages » (*Wilde Konzentrationslager*) gérés par la SA dans des casernes ou fabriques désaffectées (Oranienburg, Bornim...). Le premier camp « officiel », Dachau, fut inauguré le 22 mars 1933.

47. *Schutzhaft*, un euphémisme pour désigner les camps.

48. Extrait de la réplique de Göring à Wels, disque 33 t. *Aufstand des Gewissens*, Ariola-Athena, 71 116 KW, 1961.

49. Lettre de Dimitrov à Romain Rolland et Henri Barbusse, 18 mars 1934, in G. Dimitroff, *Reichstagsbrandprozess*, Berlin, Dietz, 1978, p. 215.

50. Voir G. Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Paris, Pygmalion, 1980, pp. 69-77.

51. Cf. C. Lévisse-Touzé, S. Martens *et al.*, *Des Allemands contre le nazisme*, Paris, Albin Michel, 1997 ; G. Badia, *Les Allemands qui ont affronté Hitler*, Paris, L'Atelier, 2000 ; G. Merlio, *Les Résistances allemandes à Hitler*, Paris, Tallandier, 2001.

52. *Verordnung zum Schutz von Volk und Staat* ; voir T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, *op. cit.*, p. 175.

53. B. Brecht, *Der aufhaltsame Aufstieg des Arturo Ui* (1941), trad. fr. *La résistible ascension d'Arturo Ui*.

54. K. Anker, *Unsere Stunde kommt ! Erinnerungen und Betrachtungen über das nachrevolutionäre Deutschland*, Leipzig, 1923, p. 159.

55. H. Berner, B.J. Warneken, *Da ist nirgends nichts gewesen außer hier*, Müssingen, Talheimer Verlag, 2012.

56. Cf. T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, *op. cit.*, p. 173 sq.

57. G. Mendel, *De Faust à Ubu*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1996, p. 127.

58. *Resolution zur Schaffung der Einheitsfront der werktätigen Massen im Kampfe gegen die Hitlerdiktatur*, cf. K. Mammach, *Die deutsche antifaschistische Widerstandsbewegung, 1933-1945*, Berlin, Dietz, 1974, pp. 75-77 ; voir également E. Lewin, H. Schumacher, *Einheit im Kampf gegen Faschismus und Krieg*, Berlin, Dietz, 1975 (beaucoup d'informations dans ces deux ouvrages, mais analyses très « RDA »).

59. Chiffres détaillés in K. Mammach, *Die deutsche antifaschistische Widerstandsbewegung*, *op. cit.*, p. 48.

60. Depuis le 4 février — signature par le président Hindenburg de l'« Ordonnance pour la protection du peuple allemand » (*Verordnung zum Schutze des deutschen Volkes*) —, les libertés constitutionnelles avaient été considérablement réduites ; les rassemblements « de nature à troubler l'ordre public » ainsi que la publication d'écrits oppositionnels étaient strictement interdits. Dès sa nomination comme ministre de l'Intérieur de Prusse, région qui couvrait deux tiers de l'Allemagne, Göring avait révoqué des centaines de fonctionnaires républicains, pourvu les postes-clés par des militants dévoués corps et âme à la cause nationale-socialiste et ordonné à la police d'être sans pitié pour tous ceux qui se montreraient « hostiles à l'État » ; les SA et SS de Kurt Dalwege, auquel il avait confié la direction de la police prussienne, assassineront en un mois une soixantaine d'antnazis.

61. Cf. T. Feral, *Suisse et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 28-29.

62. Voir G. Badia *et al.*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1987, vol. 1, p. 514.

63. Sur Ollenhauer, voir K. Mammach, *Die deutsche antifaschistische Widerstandsbewegung*, *op. cit.* ; sur Hoegner, voir T. Feral, *Suisse et nazisme*, *op. cit.*

64. Voir G. Badia *et al.*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 58-59.

65. Cf. *ibid.*, pp. 58-59, p. 157.

66. Voir www.quatre.com : T. Feral, *Art et littérature du troisième Reich*, ainsi que « 495 auteurs maudits par le troisième Reich ».

67. L. Aragon, *Prélude à la Diane française*, 1945.
68. Voir le recensement d'articles établi par J. Wulf, *Literatur und Dichtung im Dritten Reich*, Gütersloh, Mohn, 1963, p. 21.
69. Cf. R. Greuner, *Gegenspieler. Profile linksbürgerlicher Publizisten aus Kaiserreich und Weimarer Republik*, Berlin, Der Morgen, 1969.
70. Voir C. von Brück, *Im Namen der Menschlichkeit. Bürger gegen Hitler*, Berlin, Der Morgen, 1964, ainsi que H. Donat, A. Wild et al., *Carl von Ossietzky, Republikaner ohne Republik*, Brême, Donat & Temmen, 1986.
71. Sur J. Benda : M. Winock, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Seuil/Points, 1999, pp. 238-246.
72. Voir K. Mann, *Mephisto*, 1936.
73. Cf. L. Richard, *Le Nazisme et la culture*, Paris, Maspero, 1978.
74. G. Weisenborn, *Der lautlose Aufstand. Bericht über die Widerstandsbewegung des deutschen Volkes, 1933-1945*, Francfort/Main, Röderberg, 1979, pp. 260-281.
75. Voir « L'affaire Ossietzky » in L. Richard, *Le Nazisme et la culture*, op. cit., pp. 264-267.
76. Il racontera son internement dans le roman *Die Prüfung (L'Épreuve)*, 1935.
77. Voir son roman documentaire *Unsere Straße (Notre rue)*, 1936.
78. Cf. T. Feral, *La Mémoire féconde*, L'Harmattan, 2003, pp. 89-90.
79. Les études à ce sujet sont aujourd'hui légion ; le travail de Laura Goult, *L'Enlèvement d'Europe*, Paris, L'Harmattan, 2010, permettra une première approche qui pourra être précisée par la riche bibliographie présentée.
80. Ce que confirme le président de l'Association pour le Développement de l'Enseignement de l'Allemand en France, Frédéric Auria, dans le *Nouveau Bulletin de l'ADEAF* de mars 2013. Il explique p. 4 : « [...] Ne nous voilons pas la face, les représentations autour de l'allemand sont trop souvent attachées, même de façon inconsciente, à la période nazie [...]. Il faut en tenir compte pour s'y confronter et faire évoluer les mentalités ».
81. Voir G. Badia et al., *Les Bannis de Hitler. Accueil et lutte des exilés allemands en France, 1933-1939*, Paris, Études et Documentation internationales / Presses Universitaires de Vincennes, 1984.
82. Cf. A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 306 : « On fait valoir sans cesse le devoir de mémoire : mais rappeler un événement ne sert à rien, même pas à éviter qu'il ne se reproduise, si on ne l'explique pas. Il faut faire comprendre comment et pourquoi les choses arrivent. On découvre alors des complexités incompatibles avec le manichéisme purificateur de la commémoration. On entre surtout dans l'ordre du raisonnement, qui est autre que celui des sentiments, et plus encore des bons sentiments. La mémoire se justifie à ses propres yeux d'être moralement et politiquement correcte, et elle tire sa force des sentiments qu'elle mobilise. L'histoire exige des raisons et des preuves [...]. C'est pourquoi l'histoire ne doit pas se mettre au service de la mémoire ; elle doit certes accepter la demande de mémoire, mais pour la transformer en histoire. Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire ».
83. Voir T. Feral, « Tentative de bilan des problèmes posés de 1945 à 1990 par la réception de l'émigration littéraire de langue allemande à l'époque du nazisme », in *Le Défi de la mémoire*, Mazet-St-Voy, Tarmeye, 1991, pp. 113-135.
84. A. Kantorowicz, *Politik und Literatur im Exil. Deutschsprachige Schriftsteller im Kampf gegen den Nationalsozialismus*, Munich, DTV, 1983, p. 20.

© Association Amoureux d'Art en Auvergne, 2013

Centre municipal Jean Richepin, 21 rue Jean-Richepin, 63000 Clermont-Fd.

www.quatre.com

Toute reproduction intégrale ou partielle non autorisée par l'auteur ou l'association constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Les courtes citations sont autorisées sous réserve de la mention du nom de l'auteur, du titre de l'article et de la source.